

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 91 — 2025

13 MAI 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française instituant un jury de la Communauté française chargé de conférer les grades d'accoucheuse, d'infirmier gradué et d'infirmière graduée, de gradué en kinésithérapie, de gradué en ergothérapie et de gradué en logopédie

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, notamment l'article 5 bis inséré par la loi du 18 février 1977 et modifié par la loi du 15 juillet 1985 et le décret du Conseil de la Communauté française du 31 mai 1989;

Vu l'arrêté royal du 17 août 1957 portant fixation des conditions de collation des diplômes d'accoucheuse, d'infirmier ou d'infirmière, notamment les articles 1er et 19 à 22, modifié par l'arrêté royal du 11 juillet 1960;

Vu l'arrêté royal du 9 novembre 1964 portant création du diplôme de gradué en logopédie et fixation des conditions de collation de ce diplôme, notamment l'article 1er;

Vu l'arrêté royal du 16 avril 1965 portant création du diplôme de gradué en kinésithérapie et du diplôme de gradué en ergothérapie et fixation des conditions de collation de ces diplômes, notamment les articles 1er et 17;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, en date du 20 juillet 1990;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 décembre 1990;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Éducation et de la Recherche scientifique et vu les délibérations de l'Exécutif en date du 10 décembre 1990 et du 29 avril 1991,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Siège et composition du jury*

Article 1er. Il est créé un jury de la Communauté française chargé de conférer les grades d'accoucheuse, d'infirmier gradué et d'infirmière graduée, de gradué en kinésithérapie, de gradué en ergothérapie et de gradué en logopédie.

Le siège du jury est situé dans l'arrondissement de Bruxelles-Capitale. Le jury pourra également organiser des examens en dehors de cet arrondissement, si les nécessités l'exigent.

Art. 2. Le jury est composé :

1^o d'un président et d'un vice-président;

2^o d'un secrétaire et d'un secrétaire adjoint;

3^o de membres.

Art. 3. § 1er. Le président et le vice-président sont choisis parmi les fonctionnaires des Services de l'Exécutif chargés de l'inspection des établissements de l'enseignement supérieur paramédical ou parmi le personnel directeur des établissements d'enseignement supérieur paramédical, en activité de service ou retraité.

§ 2. Les membres sont choisis parmi les membres du personnel enseignant des établissements d'enseignement supérieur paramédical, en activité de service ou retraités depuis moins de cinq ans;

Ils sont choisis pour moitié dans le personnel de l'enseignement officiel et pour moitié dans le personnel de l'enseignement libre.

§ 3. Le secrétaire et le secrétaire adjoint sont choisis, de préférence, parmi les membres, sur proposition du président.

Lorsqu'ils ne sont pas choisis parmi les membres du jury, le secrétaire et le secrétaire adjoint ont voix consultative.

Art. 4. Les président, vice-président, secrétaire, secrétaire adjoint et membres sont nommés pour une période de deux ans par le Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions.

CHAPITRE II. — *Fonctionnement du jury*

Art. 5. Le président veille à la régularité des examens et préside les délibérations.

En cas d'absence ou d'empêchement du président, celui-ci est remplacé en premier ordre par le vice-président et en second ordre par le membre présent, le plus âgé.

Art. 6. Le secrétaire convoque les candidats, tient les écritures et les procès-verbaux.

En cas d'absence du secrétaire, celui-ci est remplacé par le secrétaire adjoint.

Art. 7. Le jury délibère, à huit clos, sur les résultats des examens et sur toute question soulevée par le président ou par cinq membres au moins.

La présence de la majorité des membres est requise pour délibérer.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 8. Aucun membre du jury ne peut faire subir l'examen, ni prendre part à la délibération, ni contribuer à une quelconque décision, lorsque le candidat est son conjoint, un parent ou un allié jusques et y compris le quatrième degré.

Si le président se trouve dans le cas visé à l'alinéa 1er, il est remplacé en premier ordre par le vice-président et en second ordre par le membre présent le plus âgé.

Art. 9. Les procès-verbaux des séances sont consignés dans un registre. Ils sont signés par le président, le secrétaire et les membres présents. Les registres des procès-verbaux tiennent lieu de registres des présences. Les archives sont conservées au siège du jury.

CHAPITRE III. — Organisation des examens

Section 1. — Sessions d'examens et conditions d'admission

Art. 10. Il y a annuellement deux sessions d'examens. Le Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions fixe les dates et l'ordre détaillé de chaque session.

Art. 11. Toute personne peut se présenter aux examens, sans distinction du lieu où elle a étudié.

Art. 12. Nul n'est admis à la première épreuve du grade d'accoucheuse, d'infirmier gradué et d'infirmière graduée, de gradué en kinésithérapie, de gradué en ergothérapie et de gradué en logopédie, s'il ne remplit les conditions requises pour être admis dans l'enseignement supérieur paramédical de type court et de plein exercice.

Nul n'est admis aux épreuves ultérieures du grade d'accoucheuse, d'infirmier gradué et d'infirmière graduée, de gradué en kinésithérapie, de gradué en ergothérapie et de gradué en logopédie, s'il ne justifie par certificat qu'il a réussi, depuis une année académique au moins, chaque épreuve antérieure au grade.

Les candidats ajournés par un établissement organisé ou subventionné par la Communauté française, ne peuvent plus se présenter dans la même session devant le jury de la Communauté française.

Les candidats refusés par un établissement organisé ou subventionné par la Communauté française, ne peuvent se représenter qu'après l'expiration d'une année académique devant le jury de la Communauté française.

Art. 13. Nul n'est autorisé à présenter à plus de quatre reprises les examens portant sur une même épreuve.

Section 2. — Inscriptions

Art. 14. Un appel aux candidats est publié chaque année au *Moniteur belge*. Les périodes d'inscriptions y sont précisées.

Art. 15. Les demandes d'inscription sont adressées par écrit et sous pli recommandé au directeur général de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Aucune demande d'inscription en sera reçue en dehors des délais fixés.

Art. 16. Les formulaires d'inscription sont fournis sur simple demande adressée à la Direction générale de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Art. 17. Le droit d'inscription est fixé à FB 3 000 pour chacune des épreuves.

Ces droits ne sont remboursables en aucun cas. Ils ne peuvent être reportés à une session ultérieure. Ils seront acquittés lors de chaque inscription.

Le paiement doit être effectué au compte du comptable des recettes de l'administration.

Art. 18. Lors de l'inscription, les candidats fourniront les documents ou renseignements suivants :

1° un certificat d'aptitude physique délivré soit par le médecin de l'établissement d'enseignement fréquenté, soit par un médecin du Service de Santé administratif;

2° un certificat de bonne vie et moeurs;

3° un formulaire d'inscription dûment complété, daté et signé;

4° la preuve de paiement du droit d'inscription;

5° l'indication du programme d'un établissement organisé ou subventionné par la Communauté française, sur lequel le candidat désire être interrogé;

6° l'indication précise de l'année d'études et des options éventuelles sur lesquelles porterait l'examen;

7° pour le candidat à la première épreuve, la copie certifiée conforme du ou des titres prévus à l'article 12, alinéa 1er ci-dessus, ou, à défaut, un ou des certificats provisoires, étant entendu que la délibération concernant le candidat n'aura lieu que sur présentation du ou des titres dûment homologués par le jury prévu à l'article 6bis des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949, ou du certificat officiel d'équivalence du ou des titres obtenus à l'étranger.

Pour le candidat aux épreuves des années suivantes, la copie certifiée conforme du certificat attestant qu'il a subi avec succès l'épreuve sur les matières de l'année d'études antérieure.

Section 3. — Matière des examens

Art. 19. Les matières qui font l'objet des examens sont celles figurant au programme de l'année académique en cours des écoles d'accoucheuse, d'infirmier gradué et d'infirmière graduée, de gradué en kinésithérapie, de gradué en ergothérapie et de gradué en logopédie organisées par la Communauté française, ou des écoles officielles subventionnées et libres subventionnées.

Section 4. — Déroulement des examens

Art. 20. Le président ouvre et clôture les sessions, arrête l'ordre des travaux, convoque les membres et prend toutes dispositions utiles au déroulement des épreuves.

Le président peut déléguer son pouvoir de convocation au secrétaire.

Art. 21. Le président détermine les matières donnant lieu à un examen écrit ou à un examen oral.

Art. 22. § 1er. Les examens écrits se déroulent à huit clos. Les candidats sont surveillés par des membres désignés par le président et ne peuvent avoir aucune communication entre eux, ni avec l'extérieur.

Le travail écrit ne peut porter aucune indication de nature à identifier le candidat.

§ 2. Le président charge un nombre égal de membres de l'enseignement officiel et de l'enseignement libre de corriger et de noter d'un commun accord les travaux écrits.

Art. 23. Les examens oraux sont publics.

Art. 24. Le jury ajourne ou refuse immédiatement le candidat convaincu de fraude en première session; dans le même cas, il le refuse en deuxième session.

Section 5. — Sanction des examens

Art. 25. Il est dressé procès-verbal du résultat de la délibération. Ce procès-verbal mentionne le mérite du candidat, il atteste que les prescriptions réglementaires quant à la publicité de l'examen et à la durée des études ont été observées. Il en est donné lecture publiquement.

En cas de contestation relative à une erreur matérielle, le président ou son délégué, saisi dans un délai maximum de quatre jours après la proclamation publique des résultats, réunit un jury restreint composé du président, du secrétaire et de deux membres du jury de délibération dont l'un appartient à l'enseignement officiel et l'autre à l'enseignement libre.

Ce jury restreint statue sur le cas litigieux, dans un délai de quarante-huit heures.

Art. 26. Les candidats qui n'ont pas répondu de manière satisfaisante sont ajournés ou refusés par le jury en première session et refusés en deuxième session.

Art. 27. Pour subir l'examen d'une manière satisfaisante avec distinction, avec grande distinction ou avec la plus grande distinction, le candidat doit obtenir la moitié des points dans chaque branche et les soixante, septante, quatre-vingt et nonante pour cent des points sur l'ensemble des branches faisant partie de l'examen.

Art. 28. En cas de réussite en Belgique ou à l'étranger d'une ou plusieurs années d'études d'enseignement supérieur, des dispenses d'épreuves peuvent être accordées par le Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions après avis de l'Inspection des écoles pour personnel infirmier et paramédical ou de l'Inspection de l'Enseignement supérieur, selon la nature des dispenses sollicitées.

Art. 29. Les diplômes sont rédigés de la manière fixée par le Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions.

Ils mentionnent les matières qui ont fait l'objet de l'examen ou de l'épreuve et attestent que les prescriptions réglementaires quant à la durée des études et à la publicité des examens ou des épreuves ont été observées.

Ils sont signés par les membres du jury et attestent que le candidat a subi l'examen d'une manière satisfaisante, avec distinction, avec grande distinction ou avec la plus grande distinction.

Art. 30. Aucun duplicata des diplômes conférés par le jury n'est délivré. Un extrait du registre des délibérations, confirmant qu'un diplôme a été délivré, peut être obtenu sur production du récépissé de versement de F 1 000 au compte du comptable des recettes de l'administration.

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 31. Les membres du jury reçoivent une indemnité de vacation fixée comme suit :

- pour le président et le vice-président : F 225 par jour;
- pour le secrétaire et le secrétaire adjoint : F 200 par jour;
- pour les membres : F 165 par jour.

Si la journée dépasse six heures, l'heure supplémentaire est rémunérée de la manière suivante :

- pour le président et le vice-président : F 45;
- pour le secrétaire et le secrétaire adjoint : F 40;
- pour les membres : F 30.

Art. 32. Le montant des indemnités dues au président, au vice-président, au secrétaire, au secrétaire adjoint et aux membres du chef des frais de route et de séjour est respectivement calculé, conformément à l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours et à l'arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des ministères, étant entendu que leur « résidence administrative » reste le lieu où ils occupent l'emploi requis par l'article 3 du présent arrêté et qu'ils sont réputés classés dans le rang 14.

Art. 33. Le Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions prend toute autre mesure réglementaire que la tenue des sessions et le fonctionnement du jury peuvent nécessiter.

Art. 34. Dans l'article 1er de l'arrêté royal du 17 août 1957 portant fixation des conditions de collation des diplômes d'accoucheuse, d'infirmier ou d'infirmière modifié par l'arrêté royal du 11 juillet 1960, les mots « jury prévu à l'article 19 » sont remplacés par les mots « jury de la Communauté française ».

Dans l'article 1er de l'arrêté royal du 9 novembre 1964 portant création du diplôme de gradué en logopédie et fixation des conditions de collation de ce diplôme, les mots « jury central » sont remplacés par les mots « jury de la Communauté française ».

Dans l'article 1er de l'arrêté royal du 16 avril 1965 portant création du diplôme de gradué en kinésithérapie et du diplôme de gradué en ergothérapie et fixation des conditions de collation de ces diplômes, les mots « jury central » sont remplacés par les mots « jury de la Communauté française ».

Art. 35. Sont abrogés :

Le chapitre IV comprenant les articles 19 à 22 de l'arrêté royal du 17 août 1957 portant fixation des conditions de collation des diplômes d'accoucheuse, d'infirmier ou d'infirmière, modifié par l'arrêté royal du 11 juillet 1960.

Le chapitre IV comprenant l'article 17 de l'arrêté royal du 16 avril 1965 portant création du diplôme de gradué en kinésithérapie et du diplôme de gradué en ergothérapie et fixation des conditions de collation de ces diplômes.

Art. 36. Le Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 37. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1991.

Bruxelles, le 13 mai 1991.

Par l'Exécutif de la Communauté française :
Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,

Y. YLIEFF

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 91 -- 2025

13 MEI 1991. -- Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van de graden van vroedvrouw, gegradueerd verpleger en gegradueerde verpleegster, gegradueerde in de kinesitherapie, gegradueerde in de arbeidstherapie en gegradueerde in de logopedie

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, inz. op artikel 5bis, ingevoegd bij de wet van 18 februari 1977 en gewijzigd bij de wet van 15 juli 1985 en het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap d.d. 31 mei 1989;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 augustus 1957 houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder het diploma van vroedvrouw, verpleger of verpleegster wordt toegekend, inz. de artikelen 1 en 19 tot 22, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 11 juli 1960

Gelet op het koninklijk besluit van 9 november 1964 tot instelling van het diploma van gegradueerde in de logopedie en vaststelling van de voorwaarden waaronder het wordt toegekend, inz. artikel 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 april 1965 houdende instelling van het diploma van gegradueerde in de kinesitherapie en van het diploma van gegradueerde in de arbeidstherapie en vaststelling van de voorwaarden waaronder deze diploma's worden uitgereikt, inz. de artikelen 1 en 17;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, d.d. 20 juli 1990;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 17 december 1990;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek en gelet op de beraadslaging van de Executieve d.d. 10 december 1990 en 29 april 1991,

Besluit :

HOOFDSTUK I. -- *Zetel en samenstelling van de examencommissie*

Artikel 1. Er wordt een examencommissie van de Franse Gemeenschap opgericht, belast met het toekennen van de graden van vroedvrouw, gegradueerd verpleger, gegradueerde verpleegster, gegradueerde in de kinesitherapie, gegradueerde in de arbeidstherapie en gegradueerde in de logopedie.

De commissie heeft haar zetel in het arrondissement Brussel-Hoofdstad. Ze kan ook examens organiseren buiten dat arrondissement, in geval van noodzaak.

Art. 2. De examencommissie bestaat uit :

- 1° een voorzitter en een ondervoorzitter;
- 2° een secretaris en een adjunct-secretaris;
- 3° leden.

Art. 3. § 1. De voorzitter en de ondervoorzitter worden gekozen onder de ambtenaren van de Diensten van de Executieve, belast met de Inspectie van de instellingen voor paramedisch hoger onderwijs, of uit het bestuurspersoneel van de instellingen voor paramedisch hoger onderwijs, in actieve dienst of op rust gesteld.

§ 2. De leden worden gekozen uit het onderwijzend personeel van de instellingen voor paramedisch hoger onderwijs, in actieve dienst of sinds minder dan vijf jaar op rust gesteld.

Ze worden voor de helft gekozen uit het personeel van het officieel onderwijs en voor de helft uit het personeel van het vrij onderwijs.

§ 3. De secretaris en de adjunct-secretaris worden bij voorkeur onder de leden gekozen, op voorstel van de voorzitter. Wanneer ze niet onder de leden van de examencommissie gekozen worden, hebben zij raadgevende stem.

Art. 4. De voorzitter, ondervoorzitter, secretaris, adjunct-secretaris en leden worden voor een termijn van twee jaar gekozen door de Minister tot wiens bevoegdheid het hoger onderwijs behoort.

HOOFDSTUK II. -- *Werking van de examencommissie*

Art. 5. De voorzitter zorgt voor de regelmatigheid van de examens en zit de beraadslagingen voor.

Indien de voorzitter afwezig of verhinderd is, wordt hij vervangen in eerste orde door de ondervoorzitter en in tweede orde door het oudste aanwezige lid.

Art. 6. De secretaris roept de examinandi op, houdt de geschriften en de notulen bij.

Indien hij afwezig is, wordt hij door de adjunct-secretaris vervangen.

Art. 7. De commissie beraadslaagt met gesloten deuren, over de uitslag van de examens en over elk probleem dat opgeworpen wordt door de voorzitter of door ten minste vijf leden.

Opdat ze geldig zou kunnen beslissen, moet de meerderheid van de leden aanwezig zijn.

De beslissingen worden genomen bij meerderheid van de stemmen van de aanwezige leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Art. 8. Geen enkel lid van de examencommissie mag examen afnemen of deelnemen aan de beraadslaging of bijdragen tot enige beslissing betreffende een examinandus van wie hij echtgenoot, bloed- of aanverwant is tot en met de 4e graad.

Indien de voorzitter zich in dat geval bevindt, wordt hij in eerste orde door de ondervoorzitter en in tweede orde door het oudste aanwezige lid vervangen.

Art. 9. De notulen van de zittingen worden in een register ingeschreven. Ze worden ondertekend door de voorzitter, de secretaris en de aanwezige leden. De notulenregisters gelden tevens als aanwezigheidsregisters.

Het archief wordt ten zetel van de examencommissie bewaard.

HOOFDSTUK III. — *Inrichting van de examens**Afdeling 1. — Examenzittijd en toelatingsvoorwaarden*

Art. 10. Er zijn jaarlijks twee examenzittijden. De Minister tot wiens bevoegdheid het hoger onderwijs behoort, bepaalt de data en de gedetailleerde volgorde ervan.

Art. 11. Eenieder mag zich voor het examen aanmelden, ongeacht de plaats waar hij gestudeert heeft.

Art. 12. Niemand wordt tot het eerste examen voor de graad van vroedvrouw, gegradueerd verpleger, gegradueerde verpleegster, gegradueerde in de kinesitherapie, in de arbeidstherapie of de logopedie toegelaten als hij de voorwaarden niet vervult om toegang te hebben tot het paramedisch hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan.

Niemand wordt tot de latere examens voor die graden toegelaten als hij geen getuigschrift kan voorleggen waaruit blijkt dat hij sinds ten minste één academisch jaar geslaagd is voor elk vroeger examen voor dezelfde graad.

De door een door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde instelling uitgestelde examinandi kunnen zich tijdens dezelfde zittijd niet aanmelden voor de examencommissie van de Franse Gemeenschap.

De door een door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde instelling geweigerde examinandi kunnen zich pas na één academisch jaar voor de examencommissie van de Franse Gemeenschap aanmelden.

Art. 13. Niemand mag zich meer dan viermaal aanmelden voor hetzelfde examen.

Afdeling 2. — Inschrijvingen

Art. 14. Jaarlijks wordt een oproep tot de kandidaten in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt met vermelding van de inschrijvingstermijnen.

Art. 15. De inschrijvingsaanvragen worden schriftelijk en als aangetekende brief gezonden aan de directeur-generaal van het Hoger Onderwijs en het Wetenschappelijk Onderzoek.

Buiten de gestelde termijn wordt geen enkele inschrijvingsaanvraag aanvaard.

Art. 16. De inschrijvingsformulieren worden bezorgd op eenvoudige aanvraag, gericht aan de Algemene Directie van het Hoger Onderwijs en het Wetenschappelijk Onderzoek.

Art. 17. Het inschrijvingsrecht is vastgesteld op F 3 000 per examen. Het wordt in geen geval terugbetaald. Het kan niet overgedragen worden naar een volgende zittijd. Het wordt bij elke inschrijving betaald op de rekening van de rekenplichtige van het bestuur.

Art. 18. Bij de inschrijving moeten de examinandi de volgende stukken voorleggen of de volgende gegevens vermelden :

1° een attest van lichamelijke geschiktheid uitgereikt door de arts van de bezochte onderwijsinstelling of door een arts van de administratieve gezondheidsdienst;

2° een getuigschrift van goed zedelijk gedrag;

3° een behoorlijk ingevuld, gedateerd en ondertekend inschrijvingsformulier;

4° het bewijs van betaling van het inschrijvingsgeld;

5° het programma van een instelling die door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd wordt en waarover de examinandus wenst ondervraagd te worden;

4° de juiste vermelding van het studiejaar en van eventuele keuzevakken waarover het examen zou worden afgelegd;

5° voor het eerste examen, het eensluidend verklaard afschrift van de in artikel 12, lid 1 vermelde bekwaamheidsbewijzen of bij ontstentenis daarvan, van één of meer voorlopige attesten. De beraadslaging betreffende de examinandus zal pas plaatsvinden na voorlegging van de bekwaamheidsbewijzen, behoorlijk gehomologeerd door de commissie bedoeld bij artikel 6bis, van de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens gecoördineerd bij besluit van de Regent van 31 december 1949, of van het officieel attest van gelijkwaardigheid van de in het buitenland behaalde bekwaamheidsbewijzen.

Voor de examens van de volgende jaren, het eensluidend verklaarde afschrift van het attest volgens welk de examinandus geslaagd is voor het examen over de leerstof van het vorige studiejaar.

Afdeling 3. — Examenstof

Art. 19. De stof van het examen is de leerstof van het programma van het lopende academisch jaar in de scholen voor vroedvrouw, gegradueerd verpleger en gegradueerde verpleegster, gegradueerde in de kinesitherapie, de arbeidstherapie of de logopedie, georganiseerd door de Franse Gemeenschap of de officiële of vrij gesubsidieerde hogere instituten.

Afdeling 4. — Verloop van de examens

Art. 20. De voorzitter opent en sluit de zittijd, bepaalt de regeling van de werkzaamheden, roept de leden bijeen en treft alle maatregelen voor het verloop van de examens.

De voorzitter kan de leden laten bijeenroepen door de secretaris.

Art. 21. De voorzitter bepaalt de vakken waarover het examen schriftelijk of mondeling wordt afgenomen.

Art. 22. § 1. De schriftelijke examens hebben plaats met gesloten deuren. De examinandi staan onder toezicht van de leden die door de voorzitter daartoe aangewezen werden en mogen niet in communicatie treden met andere examinandi, noch met personen buiten de examenzaal. Het schriftelijk werk mag geen enkele aanwijzing bevatten waardoor de examinandus kan geïdentificeerd worden.

§ 2. Het nazien en beoordelen van de schriftelijke werken wordt door de voorzitter opgedragen aan een gelijk aantal leden van het officieel en van het vrij onderwijs.

Art. 23. Het mondelinge examen wordt in het openbaar afgenomen.

Art. 24. Bij vastgesteld bedrog wordt de examinandus onmiddellijk verdaagd of afgewezen tijdens de eerste zittijd, afgewezen tijdens de tweede zittijd.

Afdeling 5. — Bekrchtiging van de examen

Art. 25. Er wordt een proces-verbaal van de uitslag van de beraadslaging opgemaakt, met vermelding van de graad van verdienste van de examinandus. Het bevestigt dat de reglementsbepalingen betreffende de openbaarheid van het examen en de studieduur nageleefd werden. Het wordt in het openbaar voorgelezen.

In geval van betwisting betreffende een materiële vergissing moet de voorzitter of zijn gemachtigde daarvan ten hoogste vier dagen na de openbare proclamatie van de examenuitslagen in kennis gesteld worden. Hij roept dan een beperkte commissie bijeen bestaande uit de voorzitter, de secretaris en twee leden van de commissie die beraadslaagd heeft, met name één lid uit het officieel onderwijs en één lid uit het vrij onderwijs.

Die beperkte commissie spreekt zich binnen achtenveertig uur uit over de betwisting.

Art. 26. Examinandi die niet op voldoende wijze geantwoord hebben, worden door de examencommissie verdaagd of afgewezen tijdens de eerste zitting, afgewezen tijdens de tweede.

Art. 27. Om het examen op voldoende wijze, met onderscheiding, met grote onderscheiding, met de grootste onderscheiding af te leggen moet de examinandus voor elk vak de helft van de punten behalen, en 60, 70, 80 of 90 % van de punten voor de gezamenlijke examenvakken.

Art. 28. Aan de examinandus die in België of in het buitenland geslaagd is voor één of meer jaren hoger onderwijs, kan de Minister tot wiens bevoegdheid het hoger onderwijs behoort, vrijstelling verlenen van examengedeelten, na advies van de inspectie van de scholen voor verplegend en paramedisch personeel of van de inspectie van het hoger onderwijs, volgens de gevraagde vrijstelling.

Art. 29. De diploma's worden gesteld op de wijze bepaald door de Minister tot wiens bevoegdheid het hoger onderwijs behoort.

Ze vermelden de vakken van het examen of examengedeelte en bevestigen dat de reglementsvoorschriften betreffende de duur van de studie en de openbaarheid van de examens of examengedeelten nageleefd werden.

Ze worden ondertekend door de leden van de examencommissie en vermelden dat het examen afgelegd werd op voldoende wijze, met onderscheiding, grote onderscheiding of de grootste onderscheiding.

Art. 30. Er wordt geen dubbel van de door de commissie toegekende diploma's uitgereikt. Een uittreksel uit het register van de beraadslagingen, waaruit blijkt dat een diploma uitgereikt werd, kan bekomen worden op voorlegging van het ontvangstbewijs van de storting van F 1 000 op de rekening van de rekenplichtige van de ontvangsten van het bestuur.

HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 31. De leden van de examencommissie ontvangen als vacatiegeld :

- F 225 per dag voor de voorzitter en de ondervoorzitter;
- F 200 per dag voor de secretaris en de adjunct-secretaris;
- F 165 per dag voor de leden.

Als de dag meer dan zes uur duurt, wordt elk bijkomend uur als volgt bezoldigd :

- F 45 voor de voorzitter en de ondervoorzitter;
- F 40 voor de secretaris en de adjunct-secretaris;
- F 30 voor de leden.

Art. 32. Het bedrag van de vergoedingen verschuldigd aan de voorzitter, de ondervoorzitter, de secretaris, de adjunct-secretaris en de leden voor reis- en verblijfkosten wordt respectievelijk berekend overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten en het koninklijk besluit van 24 december 1964 tot vaststelling van de vergoedingen voor verblijfkosten voor het personeel van de ministeries, met dien verstande dat hun administratieve verblijfplaats de plaats blijft waar zij de betrekking bekleden, vereist bij artikel 3 van dit besluit, en dat zij geacht worden ingedeeld te zijn in rang 14.

Art. 33. De Minister tot wiens bevoegdheid het hoger onderwijs behoort, neemt alle andere reglementaire maatregelen die het houden van de zittingen en de werking van de commissie kunnen vereisen.

Art. 34. In artikel één van het koninklijk besluit van 17 augustus 1957 houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder het diploma van vroedvrouw, verpleger of verpleegster wordt toegekend, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 11 juli 1960, worden de woorden « examencommissie bedoeld in artikel 19 » vervangen door « examencommissie van de Franse Gemeenschap ».

In artikel één van het koninklijk besluit van 9 november 1964 tot instelling van het diploma van gegradueerde in de logopedie en vaststelling van de voorwaarden waaronder het wordt toegekend, worden de woorden « centrale examencommissie » vervangen door « examencommissie van de Franse Gemeenschap ».

In artikel één van het koninklijk besluit van 16 april 1965 houdende instelling van het diploma van gegradueerde in de kinesitherapie en van het diploma van gegradueerde in de arbeidstherapie en vaststelling van de voorwaarden waaronder deze diploma's worden uitgereikt, worden de woorden « centrale examencommissie » vervangen door « examencommissie van de Franse Gemeenschap ».

Art. 35. Opgeheven worden :

Hoofdstuk IV, m.n. de artikelen 19 tot 22 van het koninklijk besluit van 17 augustus 1957 houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder het diploma van vroedvrouw, verpleger of verpleegster wordt toegekend, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 11 juli 1960.

Hoofdstuk IV, m.n. artikel 17 van het koninklijk besluit van 16 april 1965 houdende instelling van het diploma van gegradueerde in de kinesitherapie en van het diploma van gegradueerde in de arbeidstherapie en vaststelling van de voorwaarden waaronder deze diploma's worden uitgereikt.

Art. 36. De Minister tot wiens bevoegdheid het hoger onderwijs behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 37. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 1991.

Brussel, 13 mei 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
Y. YLIEFF